

5/AG/4

ARCHIVES DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE SOUS FRANÇOIS MITTERRAND

Cette sous-série n'apparaît pas dans le tome V de l'*État général des fonds des Archives nationales*.

Intitulé. ARCHIVES DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE SOUS FRANÇOIS MITTERRAND.

Dates extrêmes. 1981-1995.

Importance matérielle. 1 200 m.l. (13 768 articles).

Modalité d'entrée. Remise par protocole du 17 janvier 1984, actualisé le 15 février 1995.

Conditions d'accès. Libre et sur dérogation. La communicabilité des archives de la présidence est régie par le code du patrimoine, livre II, en particulier l'article L213-2. Une partie du fonds est communicable (la collection des clichés du service photographique, cotés 5/AG/4 / SPH 1 à 107) ; une autre est soumise aux délais spéciaux de communicabilité à partir de la date d'émission du document. On peut déroger à ces délais mais il faut pour cela en faire la demande au service interministériel des Archives de France qui statue, après accord de la mandataire désignée par le président Mitterrand.

Noms des producteurs. François Mitterrand et ses collaborateurs.

Histoire des producteurs. Elle coïncide avec celle de la présidence de François Mitterrand entre 1981 et 1995.

Histoire de la conservation. Dès le début du premier septennat de François Mitterrand, des mesures furent prises pour assurer la conservation des archives présidentielles¹. Les collaborateurs du président étaient invités à remettre au service des archives, dirigé par Perrine Canavaggio, leurs dossiers dès qu'ils ne leur étaient plus d'un usage courant, et au plus tard quand ils quittaient leurs fonctions. Ces consignes furent répétées à plusieurs reprises et accompagnées d'un engagement que les collaborateurs devaient remettre au service des archives.

La question de la conservation et de la communication des archives présidentielles sur le long terme fut également prise en considération très tôt. Perrine Canavaggio se rendit en mission en avril 1983 aux États-Unis pour étudier la façon dont ce pays avait résolu les problèmes posés par la conservation des archives présidentielles. Le 28 juillet 1983, Georgette Elgey rédigea à l'attention de François Mitterrand une note sur les archives des présidents de la V^e République, proposant la remise des archives publiques aux Archives nationales, après signature d'un protocole, et la création d'une fondation pour les autres documents. À une nouvelle note, du 16 août 1983, cosignée par Perrine Canavaggio et Georgette Elgey et accompagnée d'un projet de protocole de remise, le président donna son accord.

Le protocole signé par François Mitterrand et le directeur général des Archives de France, Jean Favier, porte la date du 17 janvier 1984. Des notes postérieures montrent cependant qu'il a été signé un peu après cette date, et en particulier une note de Georgette Elgey du 16 avril 1984, accompagnée d'un projet de protocole de versement sur lequel le président a écrit, au sujet du délai d'incommunicabilité de 60 ans : « 30 ans pourraient suffire ». Le souci de Jean Favier était de faire coïncider la date de signature avec des déclarations d'intention faites un peu plus tôt². Le protocole de 1984 prévoit que la communication des documents se fait selon les conditions prévues pour les archives publiques, avec cependant deux nuances importantes : le président disposait d'un droit d'accès permanent aux archives ; pendant trente ans, les documents ne pouvaient être consultés sans son autorisation ou celle de la personne désignée par lui à cet effet.

¹ Les informations qui suivent sont tirées du dossier « Archives présidentielles » dans le fonds de Georgette Elgey (5/AG/4 / GE 05/2) et, pour le protocole de 1995, du fonds de Dominique Bertinotti (5/AG/4 / DB 1/1).

² D'après une note dans le dossier « Archives » de Jean-Claude Colliard.

Dans le même temps, Perrine Canavaggio et Georgette Elgey avaient attiré l'attention de François Mitterrand sur le sort des archives des autres présidents de la V^e République. Des postes furent « dégelés » pour être affectés au traitement des archives présidentielles et François Mitterrand adressa des courriers, le 19 janvier 1989, à Valéry Giscard d'Estaing et à Claude Pompidou pour les en informer, Jean Favier se chargeant de prévenir l'amiral Philippe De Gaulle. La question d'une fondation continuait de faire l'objet de nombreuses notes de la part des collaborateurs du président.

Le premier versement aux Archives nationales eut lieu le 4 octobre 1988 (archives d'Henri Nallet, Pierre Morel, François-Xavier Stasse). Les versements se poursuivirent ensuite régulièrement. Au 8 mars 1995, les Archives nationales avaient reçu plus de 6 700 cartons d'archives. À partir du 24 avril, des navettes presque quotidiennes permirent le versement d'environ 6 000 cartons. D'autres fonds entrèrent encore par la suite, fonds conservés par des collaborateurs du président (Béatrice Marre) ou restés dans les services de l'Élysée (service du protocole, service photographique). D'autres fonds ont été remis directement par les collaborateurs du président (Béatrice Marre, Dominique Bertinotti, Danièle Burguburu) ou par le Centre d'histoire de Sciences po (complément aux archives de Guy Penne).

Un nouveau protocole fut signé le 15 février 1995. Les échanges de courrier précédant la signature montrent qu'il était prévu de ne pas inclure les archives des services administratifs dans le protocole, mais la formulation du document final ne fait pas cette distinction, incluant « tous les documents produits ou reçus par la présidence de la République ». Par décision signée le même jour, François Mitterrand désigna Dominique Bertinotti comme mandataire pour ses archives. Malgré les tentatives de l'association préfigurant l'Institut François-Mitterrand pour avoir la main sur les autorisations de consultation, François Mitterrand a confirmé par courrier au directeur des Archives de France du 14 décembre 1995 le choix de Dominique Bertinotti comme mandataire ; le courrier précise en outre que « les droits et obligations du mandat seront transmises selon les règles du droit successoral ».

Le protocole en cours soumet la consultation et la reproduction de « tous les documents produits ou reçus par la présidence de la République » à l'autorisation de Dominique Bertinotti ; ils suivront les règles définies pour les archives publiques au terme d'un délai de 60 ans.

Le traitement aux Archives nationales s'est fait sous la direction de Caroline Piketty (1997-juin 1998), Agnès Bos (juillet 1998-avril 2002), Damien Vaisse (juillet 2002-février 2007), Pascal Geneste (février 2007-octobre 2008), Zénaïde Romaneix (octobre 2008-août 2010) puis Jean-Charles Bédague (à partir de juillet 2010). Outre les titulaires, de nombreux vacataires se sont succédés de 1998 à 2000 sur de courtes périodes pour classer le fonds. Le premier fonds échantillonné et classé, celui de Danielle Mitterrand, est décrit dans un inventaire tapé sur traitement de texte. Le choix a été fait ensuite de décrire les fonds reclassés dans une base de données sous Texto (qui devient ensuite Cindoc), intitulée ARCPRES (archives présidentielles). La première version, inspirée de la base VARENNE de Matignon, présentait le défaut majeur de décrire les dossiers sous forme de mots clés *sans aucune analyse rédigée des dossiers*. Une nouvelle grille élaborée par Agnès Bos a conduit à la création d'une nouvelle base de données, ARCHIPEL, avec, cette fois, des analyses des dossiers. Tous les anciens enregistrements d'ARCPRES ont été repris pour être adaptés à ARCHIPEL.

Au début des classements, les fonds ont été globalement classés en sous-fonds en fonction de la personne versante. L'usage des conseillers de transmettre à leur successeur une partie des dossiers conduit à trouver dans le fonds d'un conseiller de nombreux dossiers de ces prédécesseurs, même lorsqu'ils étaient totalement clos. Pour les derniers fonds classés, le souci a été de reconstituer les fonds propres à chaque conseiller (ce qui conduit à commencer le classement par le dernier conseiller et à remonter ensuite dans le temps).

Présentation du contenu. Souvent d'une grande densité, particulièrement synthétiques, les archives du président Mitterrand permettent de saisir ses priorités et les grands axes d'application choisis. Elles révèlent aussi parfois le militant et le stratège politique qui sommeille sous le chef de l'État. À la charnière du politique et de l'administratif, ce fonds mixte (technique ou technocratique *et* politique ou stratégique) constitue pour la compréhension historique un reflet plus commode que les archives purement publiques, car l'expression d'une vision transversale de la société.

Structuré selon le principe du respect des fonds, les archives de la présidence de la République sous François Mitterrand sont constituées de plusieurs dizaines de sous-fonds, correspondant aux archives des collaborateurs du président (conseillers techniques et chargés de mission) et des services de l'Élysée (secrétariat général, cabinet, état-major particulier, service du protocole, service de presse, service photographique, service de l'architecture) mais aussi au Conseil supérieur de la magistrature.

Instrument de recherche. *Archives de la présidence de la République. François Mitterrand*, état général du fonds par Damien VAISSE, complété par Pascal GENESTE, Zénaïde ROMANEIX et Jean-Charles BÉDAGUE. Paris, Archives nationales, en cours.
Base ARCHIPEL.

Sources complémentaires.

Archives nationales – Paris

F/7 – Ministère de l'Intérieur : Police.

- F/7 / 16226-16236 Dossier des Renseignements généraux sur François Mitterrand (1945-1978).
- F/7 / 16226 Coupures de presse (1953-1965).
- F/7 / 16227 Coupures de presse (1966-1968).
- F/7 / 16228 Coupures de presse (1969-1972).
- F/7 / 16229 Coupures de presse (1973).
- F/7 / 16230 Coupures de presse (1974).
- F/7 / 16231 Coupures de presse (1975-22 mai 1976).
- F/7 / 16232 Coupures de presse (22 mai 1976-27 juin 1977).
- F/7 / 16233 Coupures de presse (27 juin 1977-1978).
- F/7 / 16234 Notes (1945-1966).
- F/7 / 16235 Notes (1967-1972).
- F/7 / 16236 Notes (1973) ; élection présidentielle de 1965 : notes et coupures de presse (1965).

F/17 – Ministère de l'Instruction publique.

- F/17 / 18040 Registre du baccalauréat, série philosophie – lettres, 1935. Dans la partie consacrée à l'académie de Poitiers, mention de François Mitterrand, sous le n° d'ordre 6252, admis au grade du baccalauréat le 7 juillet 1935.

BB/18 – Ministère de la Justice : correspondance générale de la division criminelle.

- BB/18 / 4238 Dossiers de l'année 1954. Dossier consacré à François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur.

3/AG/1 – Archives du Général de Gaulle : Londres et Alger.

- 3/AG/1 / 270 Anciens combattants et prisonniers de guerre, mouvements de résistance des prisonniers : contient des documents provenant de François Mitterrand *alias* Morland (pièces 124-145). 1943-1944.

4/AG – Présidence de la République sous la IV^e République.

- 4/AG / 71 Notes d'information des Renseignements généraux transmises à la présidence. 1947-1952.
- 4/AG / 449 Photographie de François Mitterrand siégeant à la droite du président Coty lors de la séance du Conseil supérieur de la magistrature du 22 février 1956.
- 4/AG / 583-586 Dossiers du Conseil supérieur de la magistrature consacrés aux procès des parlementaires malgaches.
- 4/AG / 610-621 Séances du Conseil supérieur de la magistrature. 1^{er} février 1956-28 novembre 1957.
- 4/AG / 666 Recours en grâce formés par des ressortissants d'outre-mer. 1948-1956.
- 4/AG / 675-681 Dossiers de recours en grâce de la commission des grâces. 1956-1957.

5/AG/2 – Présidence de la République : Georges Pompidou.

- 5/AG/2 / 1002 Débats à l'Assemblée nationale, dont : réponses aux questions orales de François Mitterrand et P. Coste-Fleuret relatives au pouvoir du Premier ministre et à l'engagement des forces aériennes stratégiques et de la force de frappe, avril 1964.

72/AJ – Fonds d'anciens résistants et déportés de la Seconde guerre mondiale.

- 72/AJ / 2174-2177 Papiers Jacques Bénét.
- 72/AJ non coté Papiers du Général Gilles Lévy.

78/AJ – Tracts.

412/AP – Fonds de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR).

457/AP – Fonds Georges Bidault.

- 457/AP / 160 Dossier sur l'affaire des fuites. 1953-1956.

492/AP – Fonds Raymond Tournoux. Contient des lettres de François Mitterrand.

543/AP – Fonds Édouard Balladur.

- 543/AP / 32 Dossiers personnels d'É. Balladur, dont : Question écrite de F. Mitterrand : projets de réponse de P. Messmer annotés par É. Balladur, juillet 1973.

552/AP – Fonds Vincent Auriol.

- 552/AP / 84 Copie d'une lettre de Vincent Auriol à François Mitterrand au sujet de retards dans les décisions à prendre à l'égard des magistrats. 1950 (référence : 4 AU 45, dossier 5, sous-dossier 3).
- 552/AP / 152 Dossier sur l'affaire des fuites, avec des lettres échangées entre Vincent Auriol et François Mitterrand. 1954-1956 (référence : 5 AU 3, dossier 3).

552/AP / 154 Lettre de remerciement de François Mitterrand à Vincent Auriol pour l'envoi de son livre *Hier... Demain*, « si nécessaire à la réflexion de ceux que préoccupe l'avenir de nos institutions ». 14 novembre 1956 (référence : 5 AU, dossier 3, sous-dossier k).

560/AP – Fonds Pleven.

561/AP – Fonds Georgette Elgey.

581/AP – Fonds du Parti socialiste unifié (PSU).

Archives nationales – Fontainebleau

Les archives de la présidence de la République conservées sur le site bellifontain des Archives nationales ne concernent que le service du courrier et le service social.

Service du courrier :

19890135 / 6-89 Courriers de particuliers, d'élus et d'associations (dossiers non informatisés puis dossiers informatisés).

19900628 / 1-54 Courriers de particuliers (échantillonnés, 305 articles à l'origine).

19950487 / 1-68 Courriers de particuliers, d'élus et d'associations. Échantillon issu du traitement de huit versements.

20030418 / 1-399 Courriers de particuliers, d'élus et d'associations (échantillonnés, provenant de cinq versements 19910777/1-419, 19920557/1-450, 19930597/1-340, 19940633/1-1000 et 19950117/1-838).

Le service s'est informatisé au cours du premier septennat. Les bases de données ont été versées à Fontainebleau et sont conservées sous les cotes suivantes :

19960260 / 1-9 Base de donnée des courriers adressés par des particuliers.

19960261 / 1-2 Base de données des courriers adressés par des élus et des associations.

Service social :

En complément du versement fait à Paris, un autre versement du service social a été effectué à Fontainebleau (910684/1-249). Après traitement, il est conservé aujourd'hui sous la cote 950501/1-2. L'échantillonnage s'est fait sur 1 carton tous les 50 (articles 1, 50, 100, 150, 200 et 249). Il ne semble pas y avoir de fichier manuel ni de registre. Le courrier reçu par le service social est enregistré depuis 1989 dans le système informatique du service du courrier général, élus et associations (applications informatiques conservées à Fontainebleau). La recherche d'un dossier individuel est donc très hasardeuse.

Ministère de la Culture, direction de l'Architecture, Monuments historiques et Palais nationaux.

19900057 / 1-49 Dossiers de construction et d'entretien des palais nationaux, classés par bâtiments (1902-1985).

19900057 / 49-55 Budget. Lois de programme concernant les palais nationaux (1960-1985).

19900057 / 60-61 Résidences présidentielles : programmes de travaux et correspondance générale (1963-1983).

Médiathèque de l'architecture et du patrimoine

Inventaires en ligne sur le site www.mediathèque-patrimoine.culture.gouv.fr

0081 / 075-08 Restauration d'édifices de Paris.

0081 / 0075-08 / 0032 Palais de l'Élysée. – Travaux divers, dont restauration du jardin (1991-1996). Restauration des façades de la cour ouest, modification des guérites existantes et création de nouvelles guérites, hall d'honneur, entretien. (1983-1996).

Archives du ministère des Affaires étrangères

Les archives du Conseil de politique nucléaire extérieure conservées dans 5/AG/4 sont à compléter par les « archives Jacomet et Commines », versement ASD/QA 1978-1984, cartons n° 771-785 (direction des Affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement, sous-direction des Questions atomiques), dont elles semblent être la suite immédiate. Le versement au ministère des Affaires étrangères contient des documents jusqu'en décembre 1981. Voir copie du bordereau dans le dossier « Sources complémentaires ».

Archives départementales et communales de Paris

Fonds de la Conservation régionale des Monuments historiques de Paris-Île-de-France.

Inventaires sous forme de bordereaux manuscrits.

1490/W – Bâtiments civils et palais nationaux.

1490/W / 1249 Palais de l'Élysée. – Appartements, bureaux (1981).

1490/W / 1250 Palais de l'Élysée. – Appartements privés, divers, électricité (1981).

1490/W / 1251 Palais de l'Élysée. – Télécom, cuisine, divers (1982).

1490/W / 1252	Palais de l'Élysée. – Grosses réparations (1982).
1490/W / 1253	Palais de l'Élysée. – Divers (1982-1984) ; 1 ^{er} étage de la cour est (1983).
1490/W / 1254	Palais de l'Élysée. – Divers (1983) ; couverture de la façade (1977).
1490/W / 1779	Palais de l'Élysée et de l'Alma. – Résidences présidentielles (1982).
1490/W / 2190	Palais de l'Élysée. – Réfection des appartements privés, plans, travaux complémentaires et marchés de la réfection des appartements, remplacement de la verrière du jardin d'hiver (1983).
1490/W / 2191	Palais de l'Élysée. – Rénovation de la salle des fêtes (chauffage, ventilation, façades et travaux enterrés, installations techniques, chauffage, climatisation), plans actuels et projetés (1983).
1490/W / 2279	Résidences présidentielles (1980-1985).
1543/W –	Sous-direction des travaux neufs et des marchés.
1543/W / 438	Palais de l'Élysée. – Travaux et grosses réparations, devis (1981).
1543/W / 462	Palais de l'Élysée. – Réfection d'appartements et de bureaux (1981-1982).

Institut national de recherche pédagogique, service d'histoire de l'éducation

Entretiens oraux avec des témoins et acteurs de l'enseignement depuis 1945, parmi lesquels plusieurs ministres et collaborateurs de François Mitterrand. Liste sur le site du SHE (<http://www.inrp.fr/she/archoral/consult.htm>).

Institut François-Mitterrand (10 rue Charlot, Paris 3^e)

L'Institut François-Mitterrand a été créé le 4 avril 1996. Il a été présidé successivement par Roland Dumas, Jean-Louis Bianco, Jean Kahn et Hubert Védrine (depuis le 19 février 2003).

Selon l'interview de Roland Dumas dans *Le monde* du 7 janvier 1997, les archives conservées à l'Institut « retracent la carrière politique de François Mitterrand depuis 1947. On trouve ses interventions aux congrès de l'UDSR, ses chroniques au journal *L'unité...* ».

D'après le site internet de l'Institut François-Mitterrand, le « fonds documentaire » qui y est conservé se compose d'archives privées, essentiellement celles du président, qui rassemblent des documents couvrant l'ensemble de sa vie politique ; d'un ensemble de documents sonores (plus de 8 000 heures d'enregistrements), audiovisuels (plus de 700 heures de films), un important fonds iconographique (17 000 photographies, affiches) ; enfin, un important fonds documentaire couvrant l'ensemble de l'activité du président de la République de 1981 à 1995.

Les photographies sont les doubles des tirages du service photographique de l'Élysée, conservés aux Archives nationales ; ce jeu avait été réalisé pour le président. Elles ont été intégralement numérisées par l'Institut François-Mitterrand.

Autant que l'on puisse savoir par ailleurs, il s'y trouve : une collection des discours, qui font l'objet d'une base informatisée ; les manuscrits des écrits politiques de François Mitterrand ; des archives provenant de Françoise Carle (voir ci-dessous).

Les documents que Françoise Carle avaient remis à l'Institut François-Mitterrand ont été transférés aux Archives nationales en 1999, et se trouvent aujourd'hui dans son sous-fonds.

Office universitaire de recherche socialiste (6 cité Malesherbes, Paris 9^e)

En créant l'Office universitaire de recherche socialiste en 1969, Guy Mollet (1905-1975) voulait doter le mouvement socialiste d'un lieu de mémoire, d'histoire et d'archives. Il a donc incité des militants à y déposer leurs archives et une bibliothèque (livres et presse) s'est progressivement constituée grâce à divers dons de militants. Entre 1981 et 1984, à la suite d'un accord entre le Parti socialiste et l'Office universitaire de recherche socialiste, en plusieurs voyages et deux étapes, les archives de la SFIO ont été transférées à l'Office qui, en outre, a reçu en dépôt de nombreux fonds d'archives (55 fonds qui occupent près de 200 mètres linéaires) provenant d'organisations politiques : Parti socialiste SFIO (1944-1969), Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), Parti socialiste (1969-1971) et de responsables et de militants socialistes : Guy Mollet, Maurice Deixonne, Marcel Sembat, André Lebey, Albert Gazier, Roger Quilliot, etc. L'Office conserve également des photos, des affiches et le matériel de propagande divers. Une partie de son fonds audiovisuel a été déposée à la Bibliothèque nationale de France.

Fondation Jean-Jaurès, centre d'archives socialistes (6 cité Malesherbes, Paris 9^e)

Le Centre d'archives socialistes a été créé en 1999 par la Fondation Jean-Jaurès. Le Parti socialiste a chargé l'Office universitaire de recherche socialiste et la Fondation Jean-Jaurès de coordonner le rassemblement, la conservation et la mise en valeur de ses archives. Le Centre d'archives socialistes rassemble les archives postérieures à 1971 de la direction nationale du Parti socialiste, et plusieurs fonds privés de militants et de responsables socialistes. Il compte en 2005 1 200 mètres linéaires d'archives. On y trouve en particulier les dossiers de François Mitterrand comme premier secrétaire du Parti socialiste (1971-1981).

Sources de la notice. *Archives de la présidence de la République. François Mitterrand*, par Damien VAISSE.

Date de la notice. 2008, révisée en novembre 2009 et en février 2011.

Auteurs de la notice. Pascal GENESTE, Zénaïde ROMANEIX, Jean-Charles BÉDAGUE.

État méthodique du fonds

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

SECRETARIAT PARTICULIER

Dossiers des conseils des ministres, 1981-1995 ;
Conférences de presse, interviews, audiences ;
Discours ;
Chasses présidentielles ;
Cérémonies annuelles et vœux ;
Correspondance et télégrammes du président ;
Bandes de téléprompteur, parfois annotées par le président ou par Christine Cottin, 1986-1991.

CONSEIL DE POLITIQUE NUCLÉAIRE EXTÉRIEURE.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE.

INSTITUTIONS, GOUVERNEMENT ET GRANDS CORPS DE L'ÉTAT.

JACQUES ATTALI, CONSEILLER SPÉCIAL AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE 1981 À 1991.

PAUL LEGATTE, CHARGÉ DE MISSION AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE 1981 À 1983.

EDGAR PISANI, CHARGÉ DE MISSION AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE 1985 À 1992.

CLAUDE KALFON, MÉDECIN-CHEF DE LA PRÉSIDENTE DE 1991 À 1995.

DANIELLE MITTERRAND

CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS DE CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

André Rousselet, directeur de cabinet de mai 1981 à juillet 1982 ;
Jean-Claude Colliard, directeur adjoint de cabinet de mai 1981 à juillet 1982, directeur de cabinet de juillet 1982 à juin 1988 ;
Gilles Ménage, directeur adjoint de cabinet de juillet 1982 à juin 1988, directeur de cabinet de juin 1988 à juillet 1992 ;
Pierre Chassigneux, directeur de cabinet de juillet 1992 à mai 1995 ;
Josiane Gonthier, collaboratrice officieuse de Gilles Ménage et Pierre Chassigneux de 1986 à 1995.

CHEF DE CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Jean Glavany, de juin 1981 à juin 1988 ;
Béatrice Marre, de juin 1988 à mai 1995.

ÉTAT-MAJOR PARTICULIER

SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

SECRETAIRES GÉNÉRAUX

Pierre Bérégovoy, de mai 1981 à juin 1982 ;
Jean-Louis Bianco, de juillet 1982 à mai 1991 ;
Hubert Védrine, de mai 1991 à mai 1995.

SECRETAIRES GÉNÉRAUX ADJOINTS

Jacques Fournier, de mai 1981 à juin 1982 ;
Christian Sautter, de juillet 1982 à juillet 1985 et de mai 1988 à décembre 1990 ;
Michèle Gendreau-Massaloux, de juillet 1985 à mai 1988 ;
Anne Lauvergeon, de décembre 1990 à mai 1995.

PORTE-PAROLE DE L'ÉLYSÉE

Michel Vauzelle, de juin 1981 à avril 1986 ;
Michèle Gendreau-Massaloux, d'avril 1986 à mai 1988 ;
Hubert Védrine, de mai 1988 à septembre 1991 ;
Jean Musitelli, de septembre 1991 à mai 1995.

CONSEILLERS TECHNIQUES ET CHARGÉS DE MISSIONS PAR DOMAINE D'ATTRIBUTION

Affaires étrangères

Régis Debray, chargé de mission pour les affaires internationales de juin 1981 à avril 1984 ; chargé de mission auprès du président d'avril 1984 à février 1985 ; secrétaire général du Conseil du pacifique sud en janvier 1986 ; chargé de mission auprès du président d'octobre 1987 à octobre 1988 ;
Jean-Michel Gaillard, chargé de mission pour les affaires internationales de février 1983 à juillet 1984 ; conseiller technique régions et innovations sociales d'avril 1986 à mai 1988 ;
Hubert Védrine, conseiller technique pour les relations internationales de juin 1981 à janvier 1986 ; conseiller à la présidence pour les questions stratégiques et le désarmement de février à mai 1988 ; conseiller pour les questions stratégiques et le désarmement de mai 1988 à mai 1991 ;
Jean Musitelli, chargé de mission pour les relations extérieures de juillet 1984 à avril 1987 ; conseiller technique pour les affaires étrangères et conseiller diplomatique d'avril 1987 à mai 1989 ;
Caroline de Margerie, chargée de mission pour les affaires étrangères et le désarmement de juin 1988 à novembre 1990 ; conseiller technique pour les affaires européennes, l'économie internationale, les sommets, le commerce extérieur de novembre 1990 à février 1992 ;
Jean Levy, chargé de mission pour les affaires étrangères et le désarmement de novembre 1990 à juin 1992 ; conseiller technique pour les affaires étrangères et le désarmement de juin 1992 à mai 1995 ;
Pierre Morel, chargé de mission puis conseiller technique pour les affaires européennes et les sommets de juin 1981 à janvier 1985 ; conseiller diplomatique de janvier 1991 à juin 1992 ;
Cécile Sportis, chargée de mission officieuse pour les droits de l'homme de novembre 1981 à 1983.

Cellule diplomatique ;
Bureau du chiffre.

Affaires africaines et malgaches

Guy Penne, conseiller technique puis conseiller à la présidence pour les affaires africaines et malgaches de juin 1981 à octobre 1986 ;
Jean-Christophe Mitterrand, conseiller technique puis conseiller à la présidence pour les affaires africaines et malgaches d'avril 1986 à juillet 1992 ;
Bruno Delaye, conseiller à la présidence pour les affaires africaines et malgaches de juillet 1992 à mai 1995 ;

Jean Audibert, conseiller diplomatique pour les affaires africaines et malgaches d'octobre 1986 à janvier 1989 ;
Claude Arnaud, chargé de mission auprès du président pour les affaires africaines et malgaches de janvier 1989 à sa mort en mai 1991 ;
Thierry de Beaucé, chargé de mission auprès du président pour les affaires africaines et malgaches de juin 1991 à mai 1995 ;
Dominique Pin, chargé de mission pour les affaires africaines et malgaches de décembre 1992 à mai 1995.

Affaires européennes

Pierre Morel, chargé de mission puis conseiller technique pour les affaires européennes et les sommets de juin 1981 à janvier 1985 ; conseiller diplomatique de janvier 1991 à juin 1992 ;
Élisabeth Guigou, conseiller technique pour l'économie internationale et le commerce extérieur en septembre 1982, pour les affaires européennes et les sommets en janvier 1985, chargée de mission auprès du président en juin 1988 avec les mêmes attributions, jusqu'en octobre 1990 ;
Alain Holleville, adjoint officieux d'Élisabeth Guigou pour les affaires européennes et les sommets de février 1989 à octobre 1990 ;
Philippe Bastelica, chargé de mission pour les affaires européennes et les sommets de novembre 1990 à mars 1993 ;
Caroline de Margerie, chargée de mission pour les affaires étrangères et le désarmement de juin 1988 à novembre 1990 ; conseiller technique pour les affaires européennes, l'économie internationale, les sommets et le commerce extérieur de novembre 1990 à février 1992 ;
Thierry Bert, conseiller technique pour les affaires européennes de février 1992 à mai 1995.

Organisation, Andorre, courrier

Cyrille Schott, conseiller technique d'octobre 1984 à novembre 1987 ;
Béatrice Marre, chargée de mission de novembre 1987 à juin 1988 ; chef de cabinet de juin 1988 à mai 1995 ;
Michel Jau, chargé de mission de juillet 1988 à janvier 1991 ; conseiller technique intérieur et outre-mer de janvier 1991 à février 1992 ;
Jean-Yves Caillet, chargé de mission de janvier 1991 à février 1992 ; conseiller technique intérieur, outre-mer et Andorre de février 1992 à mai 1995 ;
Gaëtan Gorce, chargé de mission organisation d'avril 1994 à mai 1995.

Intérieur, outre-mer

Jean Daubigny, conseiller technique de juillet 1988 à janvier 1991 ;
Michel Jau, chargé de mission organisation, Andorre, courrier de juillet 1988 à janvier 1991 ; conseiller technique intérieur et outre-mer de janvier 1991 à février 1992 ;
Jean-Yves Caillet, chargé de mission organisation, Andorre, courrier de janvier 1991 à février 1992 ; conseiller technique intérieur, outre-mer et Andorre de février 1992 à mai 1995.

Affaires économiques

Paule Dayan, chargée de mission pour la justice, les relations avec le parlement, les rapatriés, les professions libérales de juin 1981 à mars 1993 ;
Jacques Ribs, chargé de mission pour les rapatriés et les professions libérales de juin 1981 à novembre 1983 ;
Pierre Castagnou, conseiller technique pour les cadres, le commerce et l'artisanat, les professions libérales, les relations avec le parlement de juillet 1981 à janvier 1986 ;
André Cellard, chargé de mission auprès du président pour les professions libérales d'avril 1983 à avril 1984 ;
Louis Joinet, chargé de mission pour la justice, les rapatriés, les professions libérales de mars 1993 à mai 1995.

Ségolène Royal, chargée de mission pour la fonction publique, le temps libre, le tourisme, l'environnement, la jeunesse et les sports, les affaires sociales, la santé, les personnes âgées, la famille, l'immigration, les droits de la femme de septembre 1982 à juin 1988.

Henri Nallet, conseiller technique pour l'agriculture de juillet 1981 à avril 1985 ;
Jacques Bonacossa, conseiller technique pour le commerce et l'artisanat, les petites et moyennes entreprises, la consommation de juillet 1981 à avril 1983 ;
Bernard Candiard, chargé de mission puis conseiller technique pour l'agriculture, la pêche, le commerce et l'artisanat, le tourisme, les organisations patronales, les cadres, l'environnement, la consommation de juin 1985 à octobre 1988 ;
Claude Chéreau, conseiller technique pour l'agriculture, la pêche, le commerce et l'artisanat, la consommation, la chasse et le tourisme d'octobre 1988 à novembre 1990 ;
Jean-Claude Lebossé, chargé de mission pour l'agriculture, la pêche, le commerce et l'artisanat, la consommation, la chasse et le tourisme de novembre 1990 à décembre 1994.

Économie internationale, finances, commerce extérieur

Christian Sautter, conseiller technique pour l'économie internationale, les changes, le commerce extérieur de juin 1981 à juillet 1982 ;
Élisabeth Guigou, conseiller technique pour l'économie internationale et le commerce extérieur en septembre 1982, pour les affaires européennes et les sommets en janvier 1985, chargée de mission auprès du président en juin 1988 avec les mêmes attributions, jusqu'en octobre 1990 ;
Marc Boudier, chargé de mission pour le commerce extérieur en septembre 1986 ; conseiller technique pour l'économie internationale, le commerce extérieur, la jeunesse et les sports, le tourisme, de juillet 1988 à janvier 1990 ;
Anne Lauvergeon, chargée de mission pour le commerce extérieur et l'économie internationale de février à décembre 1990 ; représentant personnel du président, chargée de la préparation des sommets des pays industrialisés de décembre 1990 à mai 1995 ;
Caroline de Margerie, chargée de mission pour les affaires étrangères et le désarmement de juin 1988 à novembre 1990 ; conseiller technique pour les affaires européennes, l'économie internationale, les sommets et le commerce extérieur de novembre 1990 à février 1992 ;
Serge Lafont, chargé de mission en janvier 1991 puis conseiller technique en mars 1993 pour le commerce extérieur et l'économie internationale jusqu'en mai 1995.

François-Xavier Stasse, conseiller technique pour l'économie, le budget, le plan et l'aménagement du territoire de juin 1981 à juin 1984 ;
Hervé Hannoun, chargé de mission auprès du président pour l'économie, les finances, le budget, le plan et l'aménagement du territoire de juin 1988 à janvier 1989 ;
Isabelle Bouillot, conseiller économique à la présidence pour l'économie, les finances, le budget, le plan, les banques et les assurances de janvier 1989 à février 1991 ;
Guillaume Hannezo, conseiller économique à la présidence pour l'économie, les finances, le budget, le plan, les banques et les assurances de février 1991 à février 1993 ;
Dominique Marcel, conseiller économique à la présidence pour l'économie, les finances, le budget, le plan, les banques et les assurances de mars 1993 à mai 1995.

Recherche et technologie, industrie

Gérard Renon, conseiller technique pour l'énergie et les matières premières, la recherche et la technologie, l'aéronautique et l'espace de juin 1981 à avril 1982 ;
Jean-Daniel Levi, conseiller technique pour l'énergie et les matières premières, la recherche et la technologie, l'aéronautique et l'espace d'avril 1982 à janvier 1989.

Alain Boulil, conseiller technique pour l'industrie, l'équipement, le logement, les transports, les postes et télécommunications, la mer de juin 1981 à mai 1988.

Didier Oury, chargé de mission pour l'industrie, l'équipement, le logement, les transports, les postes et télécommunications, la construction navale, les reconversions de juin 1988 à janvier 1989 ; conseiller technique avec les mêmes attributions ainsi que l'énergie et les matières premières, l'aéronautique, l'aménagement du territoire et les organisations patronales de janvier 1989 à mai 1991 ;
Patrick Buffet, conseiller industriel pour l'industrie, l'équipement, le logement, les transports, les postes et télécommunications, la construction navale, l'énergie et les matières premières, l'aéronautique, l'aménagement du territoire et la recherche de mai 1991 à mars 1994 ;

Jean-Cyril Spinetta, conseiller industriel pour l'industrie, l'équipement, le logement, les transports, les postes et télécommunications, la construction navale, l'énergie et les matières premières, l'aéronautique, l'aménagement du territoire et la recherche de mars 1994 à mai 1995.

Jean Audouze, conseiller technique pour la recherche et la technologie, l'espace, l'environnement de janvier 1989 à février 1993 ;

Bettina Laville, conseiller technique pour la recherche et la technologie, l'espace, l'environnement de mars 1993 à mai 1995.

Affaires sociales, emploi, formation

Jeannette Laot, chargée de mission pour l'emploi, le travail, la formation professionnelle, les droits de la femme de juin 1981 à juillet 1985 ;

Yannick Moreau, conseiller technique pour les affaires sociales, la santé, les personnes âgées, la famille, l'immigration de juin 1981 à juillet 1984 ;

Laurence Soudet, chargée de mission pour l'édition et la toxicomanie de juin 1981 à mai 1995 ;

Ségolène Royal, chargée de mission pour la fonction publique, le temps libre, le tourisme, l'environnement, la jeunesse et les sports, les affaires sociales, la santé, les personnes âgées, la famille, l'immigration, les droits de la femme de septembre 1982 à juin 1988 ;

Jean-François Colin, conseiller technique pour l'éducation nationale, la fonction publique, l'emploi, le travail, la formation professionnelle, les syndicats, de juillet 1985 à mai 1988 ;

Bernard Pêcheur, conseiller social pour l'emploi, le travail, la formation professionnelle, l'éducation nationale, la sécurité sociale, la santé, la fonction publique, les syndicats, de mai 1988 à septembre 1989 ;

Sophie Bouchet, chargée de mission pour la culture, les affaires sociales, de juillet 1988 à avril 1990 ;

Georgina Dufoix, chargée de mission auprès du président pour la solidarité de juillet 1988 à janvier 1992 ;

Colette Horel, chargée de mission pour la santé, la fonction publique, l'emploi, la formation professionnelle, la sécurité sociale, les handicapés, les personnes âgées, la famille, de décembre 1988 à juillet 1991 ;

Isabelle Thomas, chargée de mission pour la solidarité et la jeunesse de mai 1989 à mai 1995 ;

Jean Lavergne, conseiller social pour l'emploi, la formation professionnelle, la sécurité sociale, la fonction publique, les handicapés, les personnes âgées, la famille, le sida, la bioéthique, la santé d'août 1991 à mai 1995.

Jean-Claude Barreau, chargé de mission pour la démographie et les risques naturels, de mars 1985 à mars 1986.

Justice, rapatriés

Jacques Ribs, chargé de mission pour les rapatriés et les professions libérales de juin 1981 à novembre 1983 ;

Antoine Bonnefont, conseiller technique pour la justice de juin 1981 à septembre 1982 ;

Paule Dayan, chargée de mission pour la justice, les relations avec le parlement, les rapatriés, les professions libérales de juin 1981 à mars 1993 ;

Louis Joinet, chargé de mission pour la justice, les rapatriés, les professions libérales de mars 1993 à mai 1995.

Éducation

Robert Chéramy, chargé de mission pour l'éducation nationale de juin 1981 à novembre 1983 ;

Michèle Gendreau-Massaloux, conseiller technique pour l'éducation nationale de mars 1984 à juillet 1985 ;

Jean-François Colin, conseiller technique pour l'éducation nationale, la fonction publique, l'emploi, le travail, la formation professionnelle, les syndicats, de juillet 1985 à mai 1988 ;

Bernard Pêcheur, conseiller social pour l'emploi, le travail, la formation professionnelle, l'éducation nationale, la sécurité sociale, la santé, la fonction publique, les syndicats, de mai 1988 à septembre 1989 ;

Christian Nique, conseiller technique pour l'éducation nationale septembre 1989 à mai 1995.

Culture, francophonie, grands travaux

Claude Manceron, chargé de mission pour la culture et le bicentenaire de juillet 1981 à mai 1995 ;
Paul Guimard, chargé de mission pour la culture de juin 1981 à août 1988 ;
Erik Arnoult, chargé de mission pour la culture de mars 1983 à décembre 1985 ;
Frédérique Bredin, chargée de mission pour la culture de janvier 1986 à juin 1988 ;
Sophie Bouchet, chargée de mission pour la culture, les affaires sociales, de juillet 1988 à avril 1990 ;
Laure Adler, chargée de mission à la présidence pour la culture, d'avril 1990 à juin 1992 ;
Bernard Latarjet, chargé de mission à la présidence pour la culture, de juillet 1992 à mai 1995.

Hélène Waysbord-Loing, chargée de mission pour les grands projets d'août 1983 à juillet 1985 ;
Françoise Fugier, chargée de mission pour les grands travaux, le bicentenaire, de juillet 1988 à septembre 1990 ;
Geneviève Monnier, chargée de mission pour l'architecture, les grands travaux, la muséographie, de juillet 1988 à mai 1995 ;
Paulette Decraene, secrétaire particulière du président de mai 1981 à septembre 1992 ; chargée de la francophonie de juillet 1988 à septembre 1992.

Études historiques

Georgette Elgey, chargée de mission officieuse puis conseiller technique pour les études historiques, de septembre 1982 à mai 1995 ;
Gérard-David Desrameaux, chargé de mission officieux puis officiel pour les études, de juin 1981 à juillet 1991 ;
Françoise Carle, chargée de mission officieuse au cabinet, de septembre 1988 à mai 1995 ;
Dominique Bertinotti, chargée de mission officieuse de 1990 à mai 1995.

Audiovisuel et communication

Charles Salzmann, conseiller technique pour la communication et l'informatique de juin 1981 à juillet 1989 ;
Mary Sills, chargée de mission pour la communication, de décembre 1982 à juillet 1985 ;
Christine Cottin, chargée de mission pour la presse et la communication, de février 1984 à mai 1995 ;
Marie-Ange Théobald, chargée de mission pour la communication, la presse étrangère, les relations avec le parlement et l'opinion publique de juillet 1985 à mai 1995 ;
Gérard Colé, conseiller à la présidence pour la communication de janvier 1986 à juillet 1989 ;
Bruno Chetaille, conseiller technique pour l'audiovisuel d'août 1988 à janvier 1992 ;
Ghislain Achard, conseiller technique pour l'audiovisuel et la communication de février 1992 à mai 1995.

Presse

Évelyne Richard, collaboratrice officieuse de 1981 à 1988, puis chargée de mission au service de presse puis chargée de mission à la présidence pour l'organisation des déplacements de la presse, de juillet 1988 à mai 1995 ;
Nathalie Duhamel, attachée de presse de juin 1981 à septembre 1991 ;
Jean-Claude Raynal, chargé de mission pour la presse de février 1983 à juillet 1984 ;
Christine Cottin, chargée de mission pour la presse et la communication, de février 1984 à mai 1995 ;
Cécile Mithois, chargée de mission pour les relations extérieures d'octobre 1984 à avril 1987 ;
Marie-Ange Théobald, chargée de mission pour la communication, la presse étrangère, les relations avec le parlement et l'opinion publique de juillet 1985 à mai 1995 ;
Élisabeth Normand, chargée de mission pour la presse d'outre-mer de janvier 1986 à mai 1995 ;
Michel Françaix, chargé de mission pour la presse écrite et les radios locales d'avril 1987 à juillet 1988 ;
Jean-François Mary, chargé de mission pour la presse régionale de juin 1988 à octobre 1991 ;
Muriel de Pierrebourg, chargée de mission pour la presse étrangère puis attachée de presse à la présidence en septembre 1991, de juin 1988 à mai 1995 ;
Brigitte Finifter, chargée de mission pour la presse audiovisuelle de février 1991 à février 1993 ;
Jean-François Bureau, conseiller technique chargé de la coordination du service de presse et de la presse régionale de septembre 1991 à février 1994 ;
François Brousse, service de presse de mai 1993 à mai 1995 ;
Thierry Charmasson, service de presse de mai 1993 à mai 1995.

Sports

Jean Glavany, chef de cabinet, chargé des relations avec le parlement et des sports de juin 1981 à juin 1988 ;

Ségolène Royal, chargée de mission pour la fonction publique, le temps libre, le tourisme, l'environnement, la jeunesse et les sports, les affaires sociales, la santé, les personnes âgées, la famille, l'immigration, les droits de la femme de septembre 1982 à juin 1988 ;

Jean Kahn, chargé de mission auprès du président pour les relations constitutionnelles, l'organisation de l'Etat, les collectivités locales, la décentralisation, les anciens combattants, les sports, de juillet 1988 à mai 1995.

Relations avec le Parlement, questions constitutionnelles

Pierre Castagnou, conseiller technique pour les cadres, le commerce et l'artisanat, les professions libérales, les relations avec le parlement de juillet 1981 à janvier 1986 ;

Michel Charasse, conseiller auprès du secrétaire général pour les questions constitutionnelles, les collectivités locales, la décentralisation, de mai 1981 à juin 1988 ;

Jean Glavany, chef de cabinet, chargé des relations avec le parlement et des sports de juin 1981 à juin 1988 ;

Paule Dayan, chargée de mission pour la justice, les relations avec le parlement, les rapatriés, les professions libérales de juin 1981 à mars 1993 ;

Marie-Ange Théobald, chargée de mission pour la communication, la presse étrangère, les relations avec le parlement et l'opinion publique de juillet 1985 à mai 1995 ;

Jean Kahn, chargé de mission auprès du président pour les relations constitutionnelles, l'organisation de l'Etat, les collectivités locales, la décentralisation, les anciens combattants, les sports, de juillet 1988 à mai 1995 ;

Jean-François Gueulette, conseiller technique pour les relations avec le Parlement d'avril 1992 à juillet 1994.

Politique

Maurice Benassayag, chargé de mission d'avril 1993 à mai 1995.

Ville

Yves Dauge, chargé de mission pour la ville, l'urbanisme, les banlieues de juillet 1991 à mai 1995.

Chasses présidentielles

François de Grossouvre, chargé de mission auprès du président et président du comité des chasses présidentielles de juin 1981 à avril 1994.

SERVICES PERMANENTS DE FONCTIONNEMENT DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

SERVICE DU PROTOCOLE

COMMANDEMENT MILITAIRE

SERVICE DE PRESSE

Discours ;
Revue de presse ;
Sélection d'articles hebdomadaires ;
Pools ;
Revue de presse thématique ;
Photographies d'agence.

SERVICE PHOTOGRAPHIQUE

Tirages ;
Photos du président ;
Albums ;
Planches contacts et négatifs.

SERVICE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA CONSERVATION DES RÉSIDENCES PRÉSIDENTIELLES

SERVICE DU COURRIER

BUREAU DES DÉCORATIONS

SERVICE FINANCIER ET DU PERSONNEL

SERVICE DE L'INTENDANCE

SERVICE SOCIAL

SERVICE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

SERVICE RONÉO-DESSIN-IMPRESSION

SERVICE DES VOYAGES OFFICIELS

SERVICE DE PROTECTION DES HAUTES PERSONNALITÉS